

2. Les fonds de développement et les banques d'investissement arabes

Aperçu

Les fonds d'aide et les banques d'investissement arabes représentent une importante source de financement pour le développement et les investissements, surtout depuis 1973 lorsque les hausses du prix du pétrole de l'OPEP ont apporté de nouvelles rentrées dans les caisses des États membres. À cette époque des programmes d'aide arabe étaient déjà en place. Le Koweït avait créé en 1961 un Fonds d'aide pour le développement économique des pays arabes (FKDEA) qui avait été suivi en 1968 par le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et, en 1971, par le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement économique arabe (FADDEA). Au 31 décembre 1986, les engagements et déboursés totaux de 14 institutions d'aide de l'OPEP étaient respectivement de 30,7 et 21,8 milliards de dollars américains.

Le Canada et les autres pays occidentaux industrialisés, n'étant pas membres de ces institutions, ils ne jouent pas un rôle direct dans les activités de fonctionnement.

Le texte qui suit a simplement pour but de présenter ces institutions aux exportateurs canadiens. Comme les fonds arabes ne sont pas obligés de passer les marchés dans des pays arabes, les fournisseurs canadiens peuvent toujours présenter des soumissions.

Types d'institutions

(i) Les fonds de développement

Bon nombre de Fonds arabes de développement sont des organismes à parrainage multilatéral au sein du monde arabe ou, dans le cas du Fonds de l'OPEP pour le développement international (FODI), à parrainage multilatéral avec une participation arabe et non arabe. D'autres institutions sont établies et financées sur le plan national. Les principales institutions, classées selon leur capital autorisé (en millions de dollars US) au 31 décembre 1986, sont les suivantes:

Nom	Type	Siège	Capital autorisé	Prêts totaux accordés
Fonds du Koweït pour le développement économique arabe	Institution nationale	Koweït	6841	4254
Fonds saoudien de développement	Institution nationale	Riyad	6667	4486
Fonds de l'OPEP pour le développement international	Institution multilatérale mixte	Vienne	3435	3207
Fonds arabe pour le développement économique et social	Institution multilatérale arabe	Koweït	2737	2802
Banque islamique de développement extérieur	Institution multilatérale mixte	Djeddah	2415	6223
Fonds iraquien pour le développement	Institution nationale	Bagdad	1125	845
Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique	Institution multilatérale arabe	Khartoum	1048	995
Fonds d'Abou Dhabi pour le développement économique arabe	Institution nationale	Abou Dhabi	545	1169

Parmi les autres institutions arabes, citons la Banque libyenne arabe du commerce extérieur, le Fonds islamique de solidarité, le Fonds monétaire arabe, l'Autorité arabe pour le développement et l'investissement agricoles et le Fonds arabe pour l'assistance technique aux pays africains et arabes.

Toutes ces institutions financent principalement des projets pour les pays clients mais elles offrent également une assistance générale et des fonds pour financer les balances des paiements. Étant donné que les pays arabes manquent de techniciens et de gestionnaires compétents pour les gros projets de développement, ils offrent souvent leur aide au développement par l'entremise d'autres organisations multilatérales ou bien cofinancent des projets en collaboration avec d'autres établissements donateurs qui peuvent fournir ces experts. En janvier 1986, les huit principales institutions arabes avaient conclu conjointement avec des institutions multilatérales et des membres de l'OCDE quelques 1729 projets dans 99 pays en développement. Parmi les 14 membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, le Canada se situe au troisième rang, derrière la République fédérale d'Allemagne et la France, pour ce qui est du nombre de projets de cofinancement entrepris avec les fonds arabes. Au cours des dernières années, l'ACDI a collaboré avec les donateurs arabes à plus de 45 projets dans plusieurs pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Antilles. Ces projets totalisent plus de 8 milliards de dollars américains et représentent environ 1 milliard de dollars en aide publique au développement (APD) bilatérale canadienne. La plupart de ces projets visent surtout les secteurs de l'agriculture, de l'infrastructure, de l'énergie et du transport.

(ii) Les banques d'investissement

Les banques arabes d'investissement fonctionnent de diverses manières. Certaines, comme la "First Arabian Corporation", investissent dans toutes sortes de projets même dans les pays industrialisés. Cependant, la plupart des banques ont des investissements plus spécialisés. Par exemple, la Société arabe d'investissements pétroliers travaille dans un seul secteur industriel, et la société "UBAN Arab-Japanese Finance Company" dans une zone régionale précise (à savoir l'Asie et le Moyen-Orient). Parmi les autres grandes banques arabes, citons la Banque arabe pour les investissements et le commerce extérieur et la Banque arabe d'investissement.

La société "Uban-Arab Japanese Finance Company" est un exemple de banque d'affaires sous le régime de la coparticipation qui travaille avec des capitaux arabes et un partenaire industrialisé. Il existe d'autres entreprises bancaires conjointes qui ont été constituées de la même façon entre des institutions arabes et des institutions de pays non exportateurs de pétrole. Ces banques travaillent principalement ou exclusivement dans les pays non exportateurs de pétrole qui accueillent les institutions.

Objectifs fondamentaux

L'aide arabe se concentre dans une large mesure sur les besoins des nations plus pauvres, arabes et non arabes, parmi les 99 pays qui ont reçu de l'aide. Depuis 1973, l'Afrique en particulier est devenue une région de croissance pour les prêts arabes à cause de sa pauvreté relative alors que l'aide aux pays arabes amis a chuté pour passer de 97% en 1973 à 50% en 1981.